

Le marchandage à la turque sous les critiques

- ▶ L'« accord de principe » engrangé dans la nuit de lundi entre Européens et le Premier ministre turc inquiète déjà les défenseurs des droits fondamentaux.
- ▶ Les « détails » devront être réglés, d'ici jeudi de la semaine prochaine : nouveau sommet.
- ▶ En reprenant la maîtrise de la situation, les Européens devraient procéder à la réinstallation dans l'UE de réfugiés en Turquie.

Et les réfugiés dans tout cela ? Quelques heures après la fin, dans la nuit de lundi à mardi, du long sommet chaotique tenu à Bruxelles entre les dirigeants européens et le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu, d'importantes zones d'ombre demeurent, qui inquiètent déjà les défenseurs des droits fondamentaux. « *Je suis profondément inquiet* », a lancé mardi le patron du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, Filippo Grandi, qui s'exprimait devant la session plénière du Parlement européen réuni à Strasbourg.

« Un Syrien pour un Syrien » : c'est le ping-pong humain « *indiscriminé* » envisagé entre Athènes et Ankara, qui préoccupe le haut-commissaire, avec le renvoi vers la Turquie de demandeurs d'asile syriens arrivés par l'entremise de passeurs et de migrants « *en situation irrégulière* ». Une inquiétude, précise Grandi, en l'absence de garanties juridiques solides que ces exilés ne seront pas refoulés vers un pays tiers, que les demandes d'asile seront correctement évaluées et que les droits de base leur seront assurés si la protection leur est accordée.

Si les « détails » restent à préciser, l'objectif global est clair : stopper les flux de migrants

« *Dans un monde frappé de conflits, les mouvements massifs de populations sont une réalité. Bâtir des murs, des barrières pour empêcher les gens d'arriver n'est pas une solution : cela ne*

fait qu'accroître la souffrance de ces personnes. (...) L'Europe est face à un moment de vérité. Il est temps de réaffirmer les valeurs sur lesquelles l'Europe s'est bâtie », a lancé le diplomate onusien, suscitant une ovation, debout, de nombreux eurodéputés. Plusieurs élus ont déjà affiché leurs réserves face au marchandage opéré avec Ankara et critiqué la délocalisation de nos responsabilités en matière d'asile dans ce pays en pleine dérive anti-démocratique. Les eurodéputés débattront officiellement du résultat du sommet ce mercredi.

« *Bien sûr, (nos) décisions seront pleinement conformes au droit international et au droit européen* », a martelé hier midi le porte-parole de la Commission Alexander Winterstein, interrogé sur ces profondes interrogations. Ce qui a été conclu au sommet est « *un accord de principe* », dont les « *détails* » devront encore être élaborés, a-t-il ajouté. Autrement dit, avec ce préaccord acquis de justesse, rien n'est définitivement conclu, ni à vingt-huit ni avec les Turcs, et rien n'est clair. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, largement dépassé lundi par les contre-propositions turques ourdies avec la chancelière allemande Merkel (pressée d'obtenir des « *résultats* » avant des élections dimanche) et le Premier ministre néerlandais Rutte, dispose d'à peine quelques jours pour « *approfondir ces propositions* » avec Ankara. *Deadline* : le prochain sommet européen de... jeudi et vendredi de la semaine prochaine. D'ici là, « *on*

ne va pas commenter maintenant chaque virgule des conclusions », prévient Winterstein qui, après quelques minutes de questions-réponses, a jugé « *qu'on en a dit assez : merci beaucoup et à demain* »...

Si les « *détails* » restent à préciser, l'objectif global est clair, et clairement affiché depuis des semaines par les principaux dirigeants européens : stopper les flux de migrants, en finir avec les images de ces cohortes de désespérés errant sur les routes ou bloquées devant les barbelés, et promettre une réinstallation en nombre, ordonnée, de réfugiés. Des ponts humanitaires en bonne et due forme plutôt que des passages hasardeux sur des canots pneumatiques surchargés : les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE entendent « *rompre le lien* », présenté comme automatique, « *qui existe entre la traversée à bord d'une embarcation et l'installation en Europe* » – les Vingt-huit ont d'ailleurs salué l'entrée en piste à cet effet d'une armada de l'Otan en mer Egée.

A moyen terme, les Européens veulent mettre en œuvre un plan de réinstallation en Europe de réfugiés aujourd'hui reconnus comme tels par l'ONU en Turquie. Soit l'engagement pris par les Vingt-Huit l'été dernier, mais resté lettre morte jusqu'ici : moins de 800 réfugiés ont été réinstallés de Turquie dans les pays de l'UE sur les 22.500 promis d'ici la fin 2017. Dans l'immédiat, le plan prévoit donc de renvoyer en Turquie un maximum d'exilés arrivés « *irrégulière-*

ment » en Grèce, pour miner le business des réseaux de passeurs en mer Egée, que la Turquie n'arrive pas à juguler – des trafiquants d'êtres humains qui, selon les experts, auraient généré l'an passé un « *chiffre d'affaires* » de 2 milliards d'euros, au bas mot... La Turquie abrite déjà, dans des conditions difficiles, près de 3 millions de réfugiés. Les organisations de défense des droits humains, elles, dénoncent avec force l'atteinte au droit de chercher asile en Europe et la perspective d'expulsions collectives « *inhumaines* ». ■

PHILIPPE REGNIER

UE-TURQUIE

L'essentiel des points d'accord

- La Turquie s'engagerait à reprendre tous les migrants qui arriveront sur les îles grecques après avoir transité chez elle.
- Les Européens se « *félicitent vivement* » des nouvelles propositions de la Turquie, dont l'idée de « *procéder, pour chaque Syrien réadmis en Turquie, à la réinstallation d'un autre Syrien de la Turquie vers les Etats membres de l'UE* ».
- L'UE doublerait son aide financière, à 6 milliards d'euros, pour aider les réfugiés en Turquie.
- L'UE se déclare disposée en contrepartie à offrir aux Turcs un régime de voyage dans l'UE sans obligation de visa d'ici fin juin.
- L'UE se dit prête à ouvrir de nouveaux chapitres dans la négociation d'adhésion.

PH.R.

vu de Turquie La presse entre doute et autosatisfecit

ISTANBUL

DE NOTRE CORRESPONDANTE

En mettant sur la table des propositions inédites – assorties d'exigences nouvelles – le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, n'a pas seulement surpris ses partenaires européens réunis à Bruxelles. Il a également pris de court son opinion publique ou, du moins, les observateurs avisés qui suivent depuis plus de trois mois les tractations turco-européennes sur la crise migratoire. Quitte à susciter des espoirs un peu prématurés.

« L'UE sans visa en juin », titrait mardi le quotidien *Milliyet*. Avant de préciser, tout de même, qu'il s'agit d'une demande turque, au même titre que les trois milliards d'euros d'aide supplémentaire ou les cinq chapitres de négociations dont Ankara, candidat à l'adhésion,

réclame l'ouverture. En échange, les Turcs ont annoncé leur accord de principe pour reprendre tous les migrants entrés illégalement dans l'UE, migrants économiques autant que Syriens en quête d'asile, qui seraient ensuite récupérés via un programme de « réinstallation » en Europe. Un effort considérable qui mérite, selon *Milliyet*, la levée des visas Schengen pour les 79 millions de Turcs.

Suivant la même logique, le quotidien *Hürriyet* qualifiait mardi de « choc » la réaction du président français, lequel a rappelé que la Turquie devrait respecter une feuille de route de 72 critères avant la suppression des visas. « Si les critères ne sont pas appliqués, la date du mois de juin ne le sera pas non

plus », a insisté François Hollande, faisant réagir *Hürriyet* : « Le leader

français n'est au courant de rien ! »

Du côté de la presse pro-gouvernementale, on se pavanait du « message envoyé à l'UE : "Prends tes responsabilités !" » selon le journal *Sabah*. Et de citer le Premier ministre Davutoglu, juste avant le sommet : « La Turquie est prête à travailler avec l'UE, à être

membre de l'UE. Ce sommet démontre à quel point la Turquie est indispensable pour l'UE. » Son confrère, le journal *Star*, titrait quant à lui : « Le sommet de l'indignité ». « L'Europe, au lieu de trouver une solution à la tragédie des réfugiés, réunit un sommet pour convaincre la Turquie. Au même moment, onze petits corps se noient

dans la mer Egée », s'emporte le quotidien, sous une photo de 25 naufragés qui ont péri, dimanche, au large de Didim, à proximité des côtes grecques. Au « sommet de l'indignité », le journal *Yeni Safak*, un autre fidèle du pouvoir, oppose « la proposition digne » d'Ankara à Bruxelles.

Changement de ton dans le quotidien d'opposition *Sözcü*, qui se demande en une si l'UE n'aurait pas « trompé l'AKP » (Parti de la justice et du développement). « L'UE n'a pas encore payé les trois milliards d'euros qu'elle avait promis (en novembre, NDLR) et elle promet trois nouveaux milliards. Les mots sont là, pas l'argent », observe le journal. *Sözcü* rappelle que le « plan » offert par Ankara doit encore être entériné par les

28 Etats membres. Or plusieurs dirigeants ont d'ores et déjà exprimé leurs « doutes », voire leur opposition, à tel ou tel aspect du plan.

Même son de cloche dans *Cumhuriyet*, qui veut croire que « pour l'UE, la liberté de la presse passe avant ». Le quotidien cite notamment le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, qui aurait refusé de signer un accord sans mention explicite du respect de cette liberté. Deux journalistes de *Cumhuriyet* risquent la prison à vie pour avoir révélé des livraisons d'armes turques en Syrie tandis que vendredi dernier, la justice plaçait sous tutelle le quotidien *Zaman*, premier tirage en Turquie. ■

ANNE ANDLAUER

POLÉMIQUE

Theo Francken et Myria à couteaux tirés

Le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration a réagi à l'information, publiée par *Le Soir* ce mardi, selon laquelle Myria avait déposé plainte à la Commission Européenne contre l'Etat belge. La plainte vise notamment l'absence d'informations à disposition des migrants, alors que l'Etat mène par contre des campagnes de dissuasion. « Je parlais du principe que seuls des trafiquants d'êtres humains s'opposeraient à ces courriers, mais c'était apparemment sans compter sur le Centre fédéral Migration », a tweeté Theo Francken. Pour François De Smet, directeur de Myria, le secrétaire d'Etat ne répond pas sur le fond. Myria est indépendant, mais financé par le gouvernement...

Grèce A Idomeni, les migrants dans le défilé



REPORTAGE

IDOMENI

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Plus de 13.000 personnes sont à présent entassées dans ce qui est devenu le plus grand cul-de-sac de l'espace Schengen : Idomeni, point de passage de la frontière gréco-macédonienne.

« On essaie d'agrandir le camp au fur et à mesure, mais c'est impossible à suivre, observe, complètement abattu, Babar Baloch, le porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR). Pour l'instant, l'infrastructure permet d'accueillir dans des conditions décentes entre 2.000 et 2.500 personnes. » Loin du compte. « Il faut déplacer ces gens. »

La veille, il a plu toute la soirée. Les

champs où les migrants ont planté leur campement de fortune se sont transformés en immenses mares de boue. Pour ceux qui n'ont pas de lit dans une des grandes tentes blanches du HCR, la pluie est impitoyable : il n'y a aucun abri. « L'eau était dans la tente, trempait tous mes vêtements, mes chaussures », raconte une mère syrienne. Il fait plus de 20°C cette après-midi. Sous la tente, c'est une fournaise. Mais elle tremble encore, tousse et éternue à côté de sa fille adolescente. Pour se chauffer, les campeurs font littéralement feu de tout bois : bûches, tissus, déchets en tout genre. Des fumées toxiques se dégagent et sont inhalées à longueur de temps par des enfants, certains ont à peine quelques mois. La se-

maine dernière, 2.000 personnes ont sollicité la permanence médicale de Médecins sans frontières. « La majorité des cas sont des diarrhées, des toux, relativise Gema Gilie, la responsable locale de l'ONG. Ce qui est inquiétant en revanche, c'est que c'est une population de plus en plus vulnérable : des femmes enceintes, de jeunes enfants. Il ne faut pas que ça s'éternise. » Selon le HCR, plus de 60 % des migrants d'Idomeni sont des femmes et des enfants.

Une surreprésentation qui participe pour l'heure au maintien d'une ambiance relativement paisible (qui doit beaucoup au travail colossal des ONG). Et amène une certaine gaieté dans le camp. Car pour l'heure, c'est comme si la nouvelle de la fermeture

de la route des Balkans n'était pas parvenue de Bruxelles jusqu'à Idomeni. Par défaut d'information ou par déni, pour l'instant, l'espoir tient : la frontière sera rouverte. « Au compte-gouttes, probablement, comme les jours précédents », avance Hisham, qui est venu avec sa femme et ses quatre enfants. Le plus jeune a un an. « Il suffirait de deux jours aux Macédoniens pour laisser tout le monde passer dans les règles et en finir avec ce camp. »

« Il n'y a pas de plan B »

« Et vous, qu'est-ce que vous feriez ? Vous feriez demi-tour pour aller dans les camps grecs ou vous resteriez ici pour tenter votre chance ? »

A 16 ans, Haya a vécu près du tiers de sa vie dans un pays en guerre. Les bombardements lui ont coûté un œil et des cicatrices marquées sur la moitié du visage. Elle en parle avec

une certaine désinvolture, tout comme des hommes de son village, décapités, ou des nuits à dormir dehors aux frontières syrienne, puis turque. « On va rester ici. On ne peut pas se laver et la pluie est mauvaise, mais il y a mon père, mon frère, ma sœur en Allemagne. On ne peut pas abandonner. Il n'y a pas de plan B », finit-elle par trancher.

Le plan B, ils sont pourtant plusieurs à penser le trouver à quelques kilomètres de là. « Quand les migrants arrivent à Lesbos, ils connaissent deux endroits en Grèce : Idomeni et l'hôtel Hara. Tous savent que c'est là qu'ils trouveront des passeurs pour franchir la frontière illégalement », explique Giannis Papanikos, un photjournaliste qui couvre le camp depuis l'été. L'hôtel, sinistre, est situé au bord de la route. Une dizaine de tentes ont été plantées à ses pieds mais, contrairement

Homs Le retour des chrétiens dans les ruines



LENA LEADING — EUROPEAN NEWSPAPER — ALLIANCE

REPORTAGE

Une file kilométrique de maisons vides alignées le long d'une rue déserte. Aucun signe de vie, si ce n'est la présence de deux soldats assis à l'ombre d'un abri de tôle ondulée avec leur kalachnikov sur les jambes. Voici le quartier fantôme de Deir el Baalba, aux portes de Homs, après le départ de milliers de militaires. En face, dans ce qui a été le théâtre principal des combats entre les djihadistes et l'armée de Bachar al-Assad après avoir été le cœur d'une des communautés chrétiennes les plus anciennes d'Orient, les réfugiés reviennent peu à peu, pour faire revivre leurs maisons réduites en décombres.

A Homs, la ville syrienne riche et raffinée, carrefour de tous les transits et des trafics d'hommes et de marchandises, mais aussi miroir du pluralisme religieux qui a longtemps fait la force du pays, les mouvements de deux foules se confondent : des rebelles qui se cachent et des réfugiés qui rentrent chez eux. C'est sans doute à cause de cette image de pluralisme que la guerre civile s'est abattue avec autant d'acharnement à Homs.

Après Deir al Baalba, voici l'objectif de la nouvelle stratégie de la terreur : al Zaharaa (la place de la Rose), théâtre de plus de 30 attentats lors des 18 derniers mois, dont le dernier, le 21 février, a vu un kamikaze au volant d'une voi-

ture pleine d'explosifs en remorquer une autre, elle aussi chargée de bombes. L'impact a été dévastateur : 83 morts et des dizaines de blessés. En grande partie des alaouites (le groupe religieux auquel appartient Assad) et des chrétiens qui peuplent la zone.

C'est cette violence résiduelle, cette recherche désespérée de vengeance de la part des groupes islamistes radicaux, qui freine le retour des 200.000 chrétiens qui habitaient le quartier Bustan al Diwan (le Jardin du Conseil), autour des églises antiques, catholiques, arméniennes et syriaques, ainsi que les sanctuaires grecs orthodoxes qui peuplaient Homs. C'est là que, pendant un an et demi, jusqu'au printemps 2014, la rébellion armée contre le régime de Bachar al-Assad avait trouvé refuge.

« En effet, je ne crois pas que plus de 10 % des habitants sont revenus ici. Mais c'est déjà ça »

ABU

MAHMUD

Quand on entre dans la rue la plus connue de la zone, el Hamadiyeh, le nombre de bâtiments détruits par l'armée régulière pour chasser les rebelles est impressionnant. C'est même une démolition sauvage : il n'y a pas un immeuble debout. Pour trouver un endroit encore accessible, il faut entrer dans les ruelles qui conduisent au sanctuaire de Notre-Dame de la Ceinture. Ici, entre les gravats, on travaille du-

rement pour remettre les maisons en ordre. Autour d'un café, un groupe de chrétiens discute. Les frères Aoun et Daoud, respectivement charpentier et enseignant, sont partis fin 2012 et ne sont revenus qu'il y a un an. « Nous avons trouvé l'hospitalité chez un parent, à Latakia, explique Daoud. Quand les terroristes sont partis, nous sommes revenus et nous avons trouvé notre maison saccagée et détruite. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement les a laissés partir avec leurs armes. » Les deux frères se sont mis au travail dès leur retour, mais ils sont seuls pour un bâtiment de quatre étages avec huit appartements. « En effet, je ne crois pas que plus de 10 % des habitants sont revenus ici. Mais c'est déjà ça », note Abu Mahmud, le policier de garde devant l'église.

Gina, une dame d'âge moyen, est revenue de Suisse pour réunir sa famille, ses deux sœurs mariées et qui étaient réfugiées à Damas, et les amies d'enfance qui partageaient la même école primaire. Dans le couvent du père Frans Van der Lugt, le jésuite tué en avril 2014, un crime jamais re-

vendiqué par aucun groupe armé, les jeunes sont revenus, eux qui représentaient la vie, pacifique et créative, du quartier. Lilianna, une beauté naturelle de 20 ans, a erré pendant trois ans avec sa famille avant de revenir ici il y a peu. Elle décrit cet éloignement « comme celui d'une personne qui sent que son âme est totalement dépendante de ce lieu ».

On descend le long du souk, jusqu'à la place de l'Ancienne Horloge, pour s'immerger dans un panorama de gravats. On sort alors du centre pour rejoindre les barrières encore abaissées de Baba Amr, le quartier symbole de la révolte, le premier site touché par la guerre civile qui a gagné une « notoriété » mondiale. L'avenue centrale, longue de deux kilomètres, résume la désolation née de la guerre. Mais ici aussi, la vie reprend peu à peu : 700 familles sont revenues, là où avant la guerre habitaient 60.000 personnes. Ils sont revenus dans une zone qui n'offre rien, comme Ahmed al-Huleibi, fonctionnaire de santé publique, marié, six enfants, qui n'hésite pas à dire qu'il est désormais « indifférent à tout cela ». ■

ALBERTO STABILE (La Repubblica)

à Idomeni, ici les silhouettes furtives essaient de se dérober aux regards. « Les passeurs leur demandent 3.000 euros avec la promesse de les emmener en Allemagne, affirme Christos, un riverain. La mafia macédonienne a établi ses quartiers dans la montagne. Les migrants qui suivent les passeurs y sont dépouillés et abandonnés. »

« Ils ne peuvent pas retourner d'où ils viennent, ils ne peuvent pas avancer, ils sont coincés ici », résume Zakos, un bénévole de la Croix-Rouge. L'ONG essaie de combler les besoins primaires : couvertures, conserves, couches, etc. Toujours plus chaque jour pour faire face à l'augmentation dramatique du nombre de campeurs. « Pour l'heure, ce dont on a vraiment besoin, ce n'est pas de la nourriture, mais qu'ils rouvrent cette frontière. » ■

LORRAINE KIHL

